



Remarques et propositions de l'APHG sur le projet de programme de Seconde en Histoire et Géographie

Introduction

Après une première consultation de ses Régionales, l'APHG a examiné ce projet lors de la réunion de sa Commission pédagogique nationale des Lycées et de son Comité national et à travers le courrier reçu. Elle adresse au Ministère une synthèse de ses remarques, critiques et propositions. L'APHG s'accorde pour dire que les nouveaux programmes, bâtis dans l'urgence recèlent de nombreuses imperfections. Même si on s'interroge sur le sens et la valeur de la consultation, nos remarques et suggestions seront-elles prises en compte ?

Un programme d'Histoire trop éclaté

On retiendra les réflexions générales (Régionales d'Aix-Marseille et de Lorraine) :

- un **programme gadgétisé**, sous le coup de différents thèmes à la mode, et dont plusieurs intitulés sont porteurs d'une réelle dilution du sens (ex. : la terminologie « Penser la ville durable »)
- un **programme décalé**, éloigné de l'actualisation du savoir scientifique de nos disciplines
- un **programme introduisant une discontinuité chronologique** qui, en segmentant notre enseignement, le prive de cohérence et de repères
- un **programme déréglementé**, dont les multiples entrées rendent tout possible et n'autorisent pas un enseignement organisé.
- un **programme éclaté** entre les différents thèmes n'ayant pas de lien entre eux.

L'Europe, seule en lice ?

On relève également que, plus que le précédent, ce programme paraît, très centré **sur l'Europe et sa seule civilisation** et ressemble, dans sa formulation, à ceux des séries technologiques. On peut alors se demander si le futur Baccalauréat (et notamment en série Scientifique) sera du même type que celui des séries Technologiques, d'autant qu'on reproche à nos matières trop d'investissement et de travail pour des résultats jugés trop moyens en S (avec des coefficients faibles). Il serait à cet égard souhaitable de savoir dès maintenant à quel examen nous préparons les élèves d'autant que les plus nombreux devraient s'y soumettre en fin de Première.

La Commission des lycées regrette que la présentation du projet, à travers des exemples précis et peu nombreux, réduise les choix et limite d'autant plus la liberté pédagogique des enseignants. Elle est unanime pour indiquer que ce qui est en jeu, c'est la liberté pédagogique des professeur(e)s, au demeurant toujours défendue par l'APHG et il faut qu'un choix soit possible. La régionale des Pays-de-Loire pose par ailleurs la question de savoir « qui fait ces choix ? » et, partant, celle de la pertinence, de la cohérence des exemples imposés.

Le fait religieux sacrifié ?

Une remarque générale : la Commission des Lycées **rejette à l'unanimité la suppression la question de « La Méditerranée au XII^{ème} siècle, un carrefour de civilisations »**, particulièrement appréciée des professeurs. Cette leçon permettait de voir que la rencontre entre chrétiens et

musulmans ne se réduisait pas aux guerres, mais qu'elle avait été très enrichissante, en particulier pour la civilisation occidentale. Elle offrait la possibilité de montrer la différence entre l'Islam, civilisation brillante et le fondamentalisme. Cette suppression est d'autant plus surprenante qu'elle intervient à un moment où la France est engagée, sous la direction du Président de la République dans le projet « *Union pour la Méditerranée* ». Par ailleurs, se met en place dans le même temps à Marseille, à l'Institut Catholique de la Méditerranée une nouvelle chaire, « Religion et espace public ». Cette question grave doit-elle être abordée par les seuls instituts catholiques au début du XXI^e siècle ? La disparition de « *La naissance du christianisme* » dont on parle moins au prétexte que la question est remplacée par « *l'Occident chrétien IX^e-XIII^e s.* » est vivement critiquée. Si le récent débat sur l'identité nationale a dévié sur l'islam, c'est bien parce que la religion occupe de fait une place centrale dans le débat alors qu'un tiers des Français reste attaché à une identité chrétienne finalement mal connue. Alors que l'on s'inquiète de l'ignorance des élèves en matière d'histoire religieuse, selon la régionale de Nice, on supprime aussi l'enseignement des débuts du christianisme. Une laïcité bien comprise doit offrir une certaine maîtrise de l'héritage du christianisme, sinon c'est la porte ouverte à tous les intégrismes, y compris catholiques.

Le programme de Géographie

Le libellé est l'objet de vives critiques. Il doit être neutre et non idéologisé.

I - Programme d'Histoire

A propos du tableau « *Notion et concepts majeurs* », la mention de période historique « *présente* » induit-elle un redécoupage des périodes historiques ? Et l'absence du mot échelle peut sembler préjudiciable en géographie.

Nous proposons l'abrogation des «notions et concepts» suivants :

-« *espace vécu/espace perçu* » - en Géographie

-« *sociétal* » - en Histoire et Géographie

-« *ruptures/continuités* » -en Histoire

-« *diachronie/synchronie* » - en Histoire

-« *modernité/contemporanéité* » - en Histoire

En comparaison de l'actuel programme, cohérent par son traitement des fondements de notre civilisation, le nouveau titre du projet, qui fait référence aux mondes d'un passé, paraît moins claire et moins dynamique.

Selon la Régionale de Lorraine « *mondes du passé* » («mondes perdus »... !) est une notion littéraire et romantique ; elle n'a pas sa place dans un programme d'Histoire. Il n'y a pas de mondes perdus pour le professeur d'Histoire qui questionne l'ensemble du passé, dans le but de faire comprendre le présent et de contribuer à former des citoyens.

Sur le thème introductif : Le peuplement de la terre

Ce chapitre, même intéressant à traiter, manque de cohérence avec le reste du programme dont il est largement déconnecté. Il pourrait, plutôt être étudié en introduction générale de l'année d'histoire et de géographie et constituer l'entame des programmes des deux matières.

Pourquoi seulement commencer à l'Antiquité alors que la Préhistoire est citée dans la partie « *Notions et concepts majeurs* » ? Il semble plus cohérent de commencer par cette période.

Pour la première question obligatoire, l'utilisation des TICE en classe entière, sans heures dédoublées du fait de la disparition des modules que nous dénonçons, sera très difficile, sinon impossible, à moins de le réduire à une simple démonstration/projection.

Au sujet de la seconde question obligatoire, il faudrait inclure dans l'étude la transition démographique. L'étude du changement de régime démographique serait plus complète si elle incluait une partie du XIX^{ème} siècle, jusque vers 1860.

Au sujet de la troisième question obligatoire, pour l'étude des migrations, une liberté de choix mériterait d'être introduite, pour saisir qu'il existe d'autres causes de migrations et pour pouvoir prendre un autre exemple que celui des Irlandais au XIX^{ème} siècle, ce qui permettrait comme le proposent les régionales du Nord-Pas-de-Calais, de Grenoble ou du Midi-Pyrénées des ancrages régionaux (les Belges ou les Polonais dans le Nord, les Italiens ou les Espagnols dans le Sud).

Second Thème. L'invention de la citoyenneté dans l'Antiquité

La Régionale de Grenoble indique qu'il faudrait débiter le programme sur ce thème, pour respecter la chronologie.

Le retour de Rome est positif, mais le temps semble très juste pour traiter les deux questions. Aussi ce chapitre risque alors de se réduire à un survol du style « *Etre citoyen à Athènes* », « *Devenir citoyen à Rome* », opposant citoyenneté ouverte et citoyenneté fermée.

Cette partie montre en outre le lien avec le programme d'ECJS et donc la nécessité que l'ECJS soit confiée aux professeurs d'Histoire et de Géographie.

Troisième thème. La civilisation rurale dans l'Occident chrétien médiéval, du IX^{ème} siècle au XIII^{ème} siècle

A propos de la 1^{ère} question, elle est à la fois très cloisonnée et très centrée sur le seul monde rural. Il faudrait modifier l'intitulé du titre pour y inclure l'idée d'un monde urbain médiéval pour permettre d'évoquer villes et commerce, voire le contact avec d'autres civilisations (ex. « *Des sociétés à dominante rurale* »). La référence à un Moyen Age rural dans les siècles qui voient la construction des cathédrales, la création des universités et de l'invention de la théologie (tous phénomènes urbains) est une régression.

Au sujet de la seconde question « *un monde chrétien* » l'APHG souligne que « étudier la christianisation sans parler des origines et de la diffusion du christianisme semble très difficile devant des élèves déjà peu instruits du fait religieux ». Parler de Saint Bernard et Hildegarde de Bingen est une étrange approche. Qu'est-ce qu'un mystère, qu'est-ce moine pour un élève de Seconde qui ne sait rien ou peu de Jésus et du Christianisme ?

Plutôt que de traiter l'exemple d'un religieux, celui d'une « communauté » serait peut-être plus complet. L'absence de choix pour les exemples suscite une réaction vive et unanime des collègues qui expriment une demande d'ancrage régional, local, faisant sens pour leurs élèves.

Au sujet de la troisième question, la régionale d'Aix-Marseille propose que l'intitulé soit modifié en « *Imaginaire, symbolique et réalités de la féodalité* ». Après discussion, l'APHG demande de supprimer ce sujet et de le remplacer par une question portant sur « *Les contacts de l'Occident chrétien avec les mondes environnants* ».

Quatrième thème. Nouvelles visions de l'Homme et du Monde à l'époque moderne (XVI^e-XVII^e siècles)

Une proposition a été faite d'intituler ce thème : « **Marche vers la première mondialisation** »

Sur la 1^{ère} question « *La diversité du monde (XV^e siècle-XVI^e siècle)* », les régionales de Basse-Normandie et de Poitou-Charentes indiquent que'il aurait été plus cohérent de conserver le titre « Humanisme et Renaissance » en l'état (débiter l'étude par un foyer précis comme Florence, puis l'élargir à partir d'un artiste) au lieu de la « diversité » du monde. Il est difficile selon la régionale de Midi-Pyrénées de montrer la diversité du monde à partir de deux villes. Il serait souhaitable d'avoir une plus grande liberté de choix, notamment sur les villes, car la question ne comporte pas de ville atlantique et des villes plutôt du passé pour le commerce de l'époque considérée ; pas de possibilité

non plus d'évoquer une civilisation africaine, telle *la civilisation Songhaï*, proposée par la Régionale de Grenoble. Ce serait un 3^{ème} exemple.

L'étude obligatoire « *de Constantinople à Istanbul : un carrefour de civilisations* » semble destinée à remplacer le thème « La Méditerranée au 12^{ème} siècle : un carrefour de civilisations ». Mais elle ne compense pas sa disparition.

Au sujet de la seconde question « *Les hommes de la Renaissance (XV^e-XVI^e siècle)* », l'entrée par des personnages, en liste limitée là aussi imposée, est très réductrice pour la période. Quelle légitimité y-a-t-il à privilégier les Plantin, par exemple au détriment d'Erasme ? Ainsi, comme le signale la Régionale de Poitou-Charentes, le choix proposé ferait que certains élèves pourraient ne pas entendre parler de la Réforme. Si on choisit « Luther : un nouveau rapport à Dieu » comment faire sans savoir ce qu'est le christianisme ? Où sont les repères ?

Une nouvelle organisation du programme actuel (*une nouvelle vision de l'Homme et du Monde, la naissance de l'esprit scientifique ; un monde qui s'élargit, les Grandes Découvertes ; une nouvelle relation à Dieu, la réforme ; un art nouveau la Renaissance*) aurait peut-être été meilleure.

A propos de la troisième question « *Un nouvel esprit scientifique et technique (XVI^e-XVII^e siècle)* », nous demandons le libre choix des exemples (notamment régionaux) et de limiter son traitement à une seule étude au lieu de deux.

Cinquième thème. « Révolutions, libertés, nations de la fin de l'époque romaine à l'aube du monde contemporain (fin XVIII^e-milieu XIX^e siècle) »

Un ensemble satisfaisant, au moins pour la première partie, même si l'étude de la Révolution française est très centrée sur le seul aspect politique et qu'elle s'arrête au début de l'Empire (pourquoi pas en 1815 ?). Il est important que des élèves, citoyen(nes) en devenir, connaissent les caractéristiques et la nature des principaux régimes politiques. Il faudrait ajouter à l'intitulé « *La Révolution française : un nouvel univers politique* » et « **et sa consolidation** ».

Pour la seconde question obligatoire, la Commission des Lycées propose de supprimer le paragraphe expliquant le dit programme. « On aborde (...) du 18 Brumaire au début de l'Empire » et de ne conserver que la première et la dernière phrase, et de limiter son traitement à une seule étude (au lieu de deux).

Un plus grand choix serait bienvenu dans la troisième question. Traiter, par exemple, la Grèce révoltée, serait une bonne passerelle avec l'Histoire des arts.

II - Programme de Géographie

L'intitulé de ce programme « *L'humanité en quête de développement durable* » relève d'une vision réductrice du monde et d'une forme de gadgétisation. Ce développement durable inquiète la Régionale de Lyon. Il est nécessaire de démythifier l'approche médiatique et politique de ce concept « glouton » et de résister aux groupes de pression qui vont essayer de s'immiscer à l'école et de vouloir faire cours à la place des professeurs « forcément ignorants » sur le sujet. Nous demandons la modification de l'intitulé, en ajoutant à la fin un point d'interrogation : « *L'humanité en quête de développement durable ?* »

La commission suggère que le thème introductif soit réduit puisque des notions qu'il contient seront reprises par la suite. On éviterait des redites et on pourrait transférer du temps, par exemple pour traiter les trois questions des thèmes 2 et 4. Le thème introductif serait alors seulement centré sur la question du développement durable en 5-6 heures

Thème introductif. Du développement durable au développement durable

La Commission propose par ailleurs, à l'unanimité, comme intitulé général de la question obligatoire du thème introductif « *Les enjeux des développements* » et souhaite ne conserver que les

deux derniers points, le premier alinéa «de nouveaux besoins pour 9 ou 10 milliards d'hommes dans le futur» étant traité dans les thèmes 2 et 4. Cela permettrait de réduire le volume horaire à 5 heures (au lieu de 9h à 10 h). Ce remaniement permettrait de dégager 4 heures, à partager entre les thèmes 2 et 4.

Thème 2 . Gérer les ressources terrestres

Il faut augmenter le volume horaire de 2 heures, «15-16 heures (au lieu de «13h-14 heures». Il serait alors possible de traiter les trois questions obligatoires, et non point « deux questions parmi les trois proposées » en précisant qu'il semblerait plus cohérent, pour le thème 4, de débiter par «*Les espaces soumis aux risques majeurs* » et de terminer par «*Les mondes arctiques...* ». La Régionale Poitou-Charentes indique par ailleurs, qu'il serait intéressant de parler de « patrimoine ».

Thème3. Penser la ville durable

Nous proposons de modifier l'intitulé général en «*Penser la ville dans la durée* » au lieu de «Penser la ville durable » ; de changer l'intitulé de la question obligatoire (« villes et développement durable ») en «*gérer la croissance urbaine* » ; dans le chapeau de la mise en œuvre (l'étude de cette question (...)) ou en développement ajouter la mention « **au choix** » mises en perspective(...)). La Commission des Lycées propose d'établir un constat et un parallèle entre une ville du Nord et une ville du Sud.

Thème 4 . Gérer les espaces terrestres

Nous proposons d'augmenter le volume horaire de 2 heures, « 15h-16 heures » (au lieu de (« 13h-14 heures ») ; de modifier l'indication d'en tête («on choisit deux questions parmi les trois proposées), en **trois questions obligatoires** ; inverser l'ordre de présentation des questions (1.*Les espaces soumis aux risques majeurs* ; 2 *Les littoraux, espaces convoités* ; 3 *Les mondes arctiques, une « nouvelle frontière sur la planète* »).

Remarques complémentaires sur le projet de programme de Seconde en Géographie

Réintroduire des explications de base

Les programmes ne permettent pas une formation géographique qui passe obligatoirement par les **localisations, la compréhension** de l'organisation et du **fonctionnement** de la planète. Comment avec un programme de 5ème ou de Seconde tel qu'il est, l'élève comprendra pourquoi il y a des inondations à telle période en tel endroit ? puisqu'il ne sait plus comment fonctionne de manière même simple et rapide la planète. C'est ennuyeux d'étudier ce qui dysfonctionne quand on en sait ce qui fonctionne et comment.... **Ce point est fondamental..**

On risque bien de répéter les discours de la TV ou autres médias sans recul, sans analyse véritable, sans connaissance du passé de la planète des hommes.

Trois points en Seconde

Le programme de Seconde devrait insister sur les trois points qui permettent de faire de la Géographie

- **l'arctique** en présentant sérieusement le milieu (banquise, climat..). Il est intolérable de lire comme cela existe sur le blog de certains enseignants que le climat de l'arctique a un été où la température est de 15° ? Ce qui montre que l'on ne sait plus ce qu'est une moyenne et comment on définit l'arctique climatiquement parlant. Cela semble grave.

- S'agissant **des littoraux**, il faudrait aussi que soient développés la définition et les types de littoraux. Comment comprendre leurs spécificités et leur fonctionnement si on ignore ce qu'est un littoral, sa mobilité et la variété des types de littoraux ?

- Il devrait en être de même concernant **les risques**, espaces dangereux pourquoi ? où ? comment ? quel fonctionnement du processus dangereux ?

Le reste risque d'être de la bouillie de chat pour des enseignants insuffisamment formés, des généralités, des pleurs sur la planète gaspillée!!!! sic. La planète qui a rompu ses équilibres sic, sic, à cause des hommes mauvais qui dégradent tout et qui n'ont jamais fait aussi mal (pollution, dégradation..)... (ce qui bien sûr est faux!!!)

En résumé, il apparaît que le programme actuel avait une **vraie cohérence**, pour les professeur(e)s, et élèves ; et que le **respect de la liberté pédagogique** des premiers permettait de prendre en considération la demande de sens des seconds, notamment pour ce qui concerne l'ancrage local ou régional des exemples.

Les deux nouvelles questions en Histoire sont l'objet de vives critiques. La suppression de la « Naissance du christianisme et de sa diffusion », la disparition de « *La Méditerranée au XII^{ème} siècle* » annihile tout le travail mené depuis 1988 à la suite du rapport du Recteur Philippe Joutard sur l'enseignement des religions. Leur remplacement par le seul thème sur « *L'Occident chrétien médiéval* » ou la question « *de Constantinople à Byzance* » ne peut servir de compensation. Elle ne tient pas compte de la commission de Régis Debray de 2007 sur l'enseignement du fait religieux à l'école. Les élèves doivent apprendre à gérer la dimension religieuse dans le cadre de la laïcité. Le lycée ne peut être absent du débat actuel.

Enfin, il est à noter que l'Afrique est la grande absente de ce programme, que l'orientation européenne du projet ne doit pas oublier les autres mondes.

A propos de la Géographie, les collègues soulignent qu'il faut se garder de trop conceptualiser. Il est indispensable de faire apparaître le travail et les activités des hommes, pour intéresser les élèves et leur rendre la Géographie attractive.

Les collègues réitèrent par ailleurs leur inquiétude quant aux finalités pédagogiques de la suppression des modules et leur préoccupation vis-à-vis du volume horaire (82 heures de cours, plus 12 heures pour les devoirs, 9 heures de correction soit 109 heures alors que l'on n'aura que 85 heures avec les élèves ?).